

## F.A.Q. sur les Brevets d'Inventions

### **1. Qu'est-ce qu'un brevet d'invention ?**

C'est un titre officiel visant à protéger une invention dans un pays donné et pour une durée maximale de 20 ans. Tant que ce titre est en vigueur, il permet d'interdire aux concurrents d'exploiter l'invention dans le pays concerné.

### **2. Qu'est-ce qui peut faire l'objet d'un dépôt de demande de brevet ?**

Toute originalité technique, et en général la solution technique à un problème technique : par exemple, le fait d'utiliser une quille orientable pour réduire la gîte d'un bateau.

### **3. Quand faut-il penser à un dépôt de demande de brevet ?**

Dès que la solution technique trouvée vous semble nouvelle.

### **4. Que se passe-t-il si l'on apporte des perfectionnements à une invention ayant déjà fait l'objet d'un dépôt de demande de brevet ?**

On ne peut pas ajouter de compléments à une demande de brevet déjà déposée. On peut donc soit déposer une nouvelle demande de brevet (revendiquant éventuellement la priorité de la demande initiale), soit, le cas échéant, intégrer ces compléments aux demandes de brevets déposées à l'étranger.

### **5. Faute de déposer une demande de brevet, que faut-il faire au minimum ?**

Donner une date certaine à l'invention, par exemple en déposant une description de l'invention chez un huissier, chez un notaire ou à l'INPI (enveloppe SOLEAU).

### **6. Quel est l'intérêt de donner une date certaine à l'invention ?**

Si un concurrent a déposé une demande de brevet pour cette invention postérieurement à cette date certaine, vous pourrez malgré tout continuer à exploiter cette invention.

**7. Peut-on rendre publique une invention avant le dépôt d'une demande de brevet ?**

**Non**, surtout pas, que ce soit matériellement (photographies, maquettes dans un salon, ...), par écrit (publications, brochures, site Internet, ...) ou oralement (colloques, conférences de presse, ...). En effet, toute divulgation publique est susceptible de ruiner la validité du brevet.

**8. Y a-t-il des précautions particulières à prendre vis-à-vis des partenaires industriels ?**

**Oui** : tant qu'une invention n'a pas fait l'objet d'un dépôt de demande de brevet, il faut que vos partenaires susceptibles d'en prendre connaissance (fournisseurs, sous-traitants, laboratoires, bureaux d'études extérieurs, ...) soient liés avec vous par des obligations de confidentialité (contrat écrit).

**9. Quels sont les éléments nécessaires pour préparer un dépôt de demande de brevet ?**

Il faut une note technique, accompagnée si nécessaire de schémas, décrivant le problème technique à résoudre et la solution technique apportée à ce problème.

**10. A quoi ressemble une demande de brevet ?**

Une demande de brevet comprend :

- une description, comprenant :
  - une indication du domaine technique auquel se rapporte l'invention,
  - le problème technique non résolu par les dispositifs antérieurs et que l'invention se propose de résoudre,
  - une présentation des caractéristiques essentielles de l'invention, c'est-à-dire de la solution technique apportée au problème technique posé,
  - une description complète de l'invention se référant aux figures annexées,
- des revendications, et
- des figures.

Le rôle de la description et des figures est de permettre à un spécialiste de réaliser l'invention.

Le rôle des revendications est de définir précisément ce qui est protégé par le brevet.

**11. Que se passe-t-il une fois qu'on a déposé une demande de brevet ?**

Environ 9 mois après, on reçoit un rapport de recherche établi par l'Administration, dans lequel sont indiquées les éventuelles antériorités qui ont été trouvées, avec leur degré de pertinence.

Si nécessaire, on modifie les revendications pour se démarquer des antériorités.

**12. Comment fait-on pour étendre la protection à l'étranger ?**

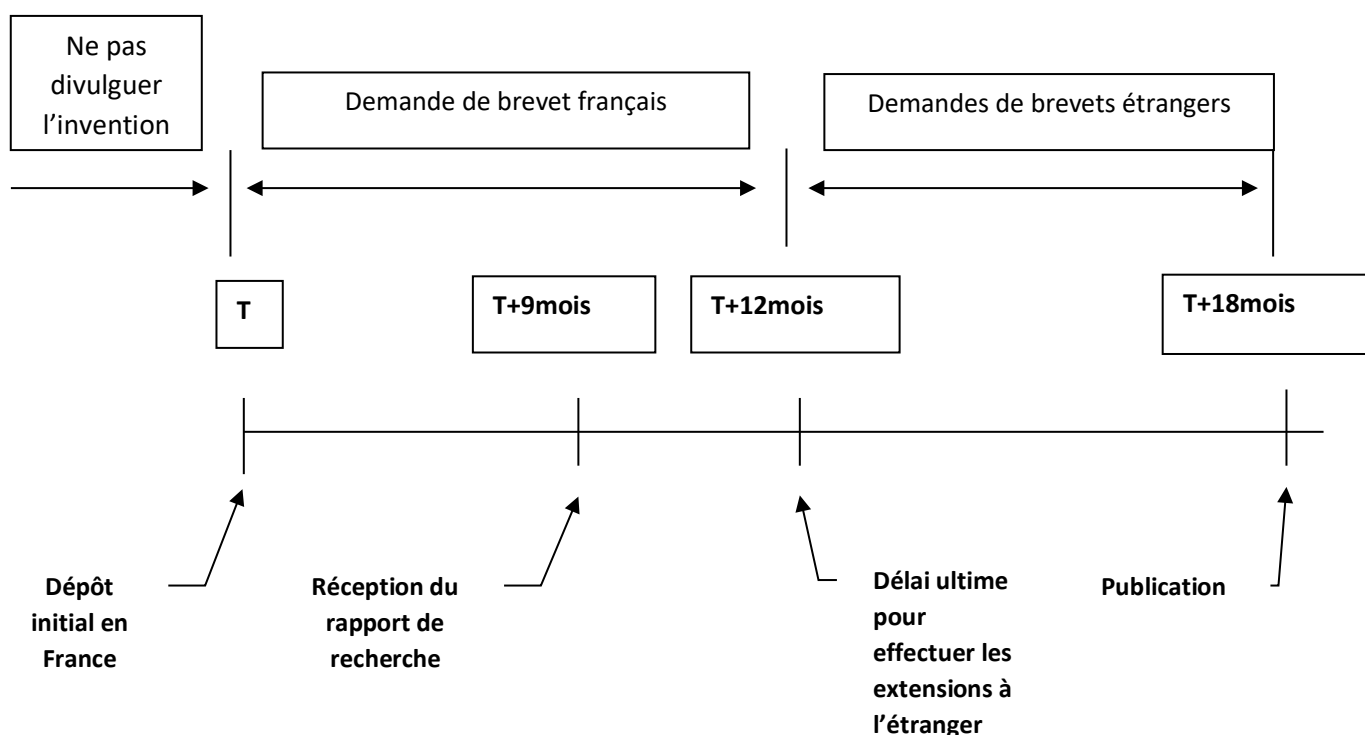
On dépose des demandes de brevet auprès d'offices nationaux ou régionaux étrangers (comme l'Office Européen des Brevets, par exemple).

**13. Quand doit-on effectuer ces dépôts étrangers ?**

Impérativement avant l'expiration d'un délai de douze mois à compter du dépôt français d'origine (sauf dans le cas d'un retrait préalable de ce dépôt français). Tout se passe alors comme si les dépôts étrangers avaient été effectués à la même date que le dépôt français initial.

Toutes les demandes de brevets sont publiées dans un délai de 18 mois à compter du dépôt français.

Pour récapituler :



**14. Sous quelle forme peut-on effectuer ces dépôts étrangers ?**

Vos extensions à l'étranger peuvent prendre 3 formes :

1. une demande internationale PCT,
2. une ou plusieurs demandes régionales telles qu'une demande de Brevet Européen (ou Eurasien, OAPI, ARIPO etc...),
3. des demandes nationales pays par pays.

**15. Demande PCT (Traité de coopération en matière de brevet)**

La procédure selon le PCT comprend 2 phases principales. Elle commence par le dépôt d'une demande internationale et se termine par la délivrance de plusieurs brevets nationaux ou régionaux (Européen par exemple) dans l'un ou plusieurs des 152 pays membres du PCT.

La phase internationale se compose de 3 étapes principales :

- le dépôt d'une demande internationale par le déposant et le traitement de cette demande par l'office récepteur ;
- l'établissement du rapport de recherche internationale et de l'opinion écrite par l'une des « administrations chargées de la recherche internationale » (avec un premier dépôt en France il s'agit en principe de l'Office Européen des Brevets) ;
- la publication de la demande internationale et du rapport de recherche internationale.

A l'issue de la phase internationale, d'autres démarches doivent être accomplies auprès de chacun des offices nationaux ou régionaux auxquels la délivrance d'un brevet sur la base d'une demande internationale est demandée. Le paiement notamment de taxes nationales ou régionales et la remise de traductions sont requis.

Les offices nationaux ou régionaux examinent alors la demande de brevet, puis la délivrent ou la refusent sur la base de leur législation nationale ou régionale.

Le délai généralement imparti pour l'entrée en phase nationale ou régionale est de 30 mois à compter de la date de priorité (date de dépôt de votre première demande de brevet en France).

En pratique, la demande internationale est utilisée pour différer dans le temps les dépenses et donner plus de temps pour décider des pays dans lesquels vous voulez finalement étendre la protection.

### **16. Demande de Brevet Européen**

Pour se protéger en Europe, il est possible de déposer une demande de Brevet Européen, soit directement à partir d'une demande Française soit par entrée en phase européenne d'une demande PCT.

Le Brevet Européen permet par une procédure commune d'examen de la demande de brevet d'obtenir un brevet dans chacun des pays membres (actuellement au nombre de 32). Dans chaque pays la validité du titre délivré et son éventuelle contrefaçon sont du ressort des tribunaux nationaux.

La procédure devant l'Office Européen des Brevets comprend 2 phases. Une première phase d'examen de la demande et une phase de validation dans les pays désignés. La phase de validation comprend notamment le paiement des taxes nationales et la fourniture des traductions dans les pays qui le requièrent.

Le Brevet Européen (dont l'étendue géographique est plus large que l'Union Européenne) est très différent de la Marque Communautaire où un seul titre est délivré pour couvrir l'ensemble des pays de l'Union Européenne.

### **17. Brevet à effet unitaire**

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2023, il est aussi possible de requérir, une fois le brevet européen délivré, qu'il produise un effet unitaire.

Cela permet de couvrir automatiquement 18 pays de l'Union Européenne, avec paiement centralisé d'une unique annuité chaque année.

En cas de litige de contrefaçon, une juridiction unique, appelée Juridiction Unifiée du Brevet (JUB), pourra rendre une décision directement exécutoire sur dans l'ensemble des 18 pays concernés.

### **18. Demande pays par pays**

Il est également possible de déposer des demandes de brevet nationales dans chaque pays individuellement. Il convient alors, notamment, de payer les taxes nationales et de fournir les traductions requises.

Le choix des pays doit être fait moins de 12 mois après le dépôt de la première demande de brevet en France.

**19. Combien de temps faut-il pour obtenir la délivrance d'un brevet ?**

Environ deux ans en France, et environ 3 à 4 ans pour un Brevet Européen.

**20. Quel est le prix d'un dépôt de demande de brevet en France ?**

Ce prix comprend d'une part nos honoraires, et d'autre part les taxes à payer à l'INPI.

Nos honoraires pour la rédaction d'une demande de brevet sont généralement situés dans une fourchette allant de 3000 €HT (sujet simple) à 7000 €HT (sujet complexe), et s'élèvent en moyenne à 4500 €HT.

Les taxes de l'INPI à régler au moment du dépôt s'élèvent à 546 € pour une entreprise, et à 273 € pour un particulier.

**21. Y a-t-il d'autres frais à prévoir après le dépôt de la demande de brevet auprès de l'INPI ?**

**Oui.** En général, il faut répondre au Rapport de Recherche établi par l'INPI (prévoir typiquement 2000 €HT pour notre intervention), puis régler une taxe de délivrance et d'impression (490 €HT, y compris nos honoraires).

D'autre part, à chaque date anniversaire du dépôt de la demande de brevet, il faut payer une annuité.

**22. Quel est le prix d'un dépôt de demande de brevet à l'étranger ?**

Il n'y a pas de prix fixe : ce prix dépend des pays considérés, notamment en raison du fait que les frais de traduction et les taxes officielles varient considérablement d'un pays à un autre.

A titre purement indicatif, il faut prévoir de l'ordre de 4000 €HT par pays (ou par groupe de pays dans le cas d'un dépôt régional, tel qu'un dépôt européen), auxquels s'ajouteront, par la suite, des frais de procédure et des annuités, pays par pays.

